

Conférence du Conseil de l'Europe organisée  
par la présidence de Chypre du Comité des Ministres

# « L'ÉDUCATION : UNE OPTION SÛRE POUR LA DÉMOCRATIE »

**22-23 mars 2017**

Centre de Conférence Filoxenia  
**Nicosie, Chypre**

DGII/EDU/CCY-2017- 9



## CONCLUSIONS

[www.coe.int/education](http://www.coe.int/education)



**Chairmanship of Cyprus**  
Council of Europe  
November 2016 – May 2017  
**Présidence de Chypre**  
Conseil de l'Europe  
Novembre 2016 – Mai 2017



*(Seul le prononcé fait foi)*

## **« L'éducation : une option sûre pour la démocratie »**

### **Conclusions au nom de la Présidence**

**23.3.17, 11 h 30-12 h 30**

#### **Contexte**

Les valeurs démocratiques ne sont jamais acquises. L'attentat contre le Parlement à Londres, qui a eu lieu le premier jour de notre conférence, vient de nous rappeler cette réalité. Notre solidarité va à nos collègues et amis anglais.

Nos efforts pour ancrer la démocratie dans nos sociétés s'inscrivent dans un contexte sociopolitique dynamique. Nous sommes nombreux à avoir l'impression que l'Europe de la tolérance est en passe de devenir une Europe de l'intolérance. Serions-nous en train de perdre notre capacité à intégrer la dimension de la diversité et à la vivre ?

L'importance de la démocratie en tant que système de valeurs et non en tant qu'ensemble de simples procédures à apprendre passe dès lors au premier plan. Cela entraîne une compréhension critique de nos identités européennes et une réaffirmation de la dimension humaniste de l'éducation. La démocratie ne s'apprend pas si elle n'est pas pratiquée et vécue. La démocratie concrète devrait nous concerner tous, que nous soyons étudiants, enseignants, parents ou simples citoyens. L'éducation n'est pas à elle seule la panacée, mais a contrario aucune réponse ne peut être donnée sans l'éducation. Nous devons aussi faire naître une vision européenne commune pour notre génération et les suivantes – nous devons renouer avec une cause commune. Qui plus est, nous avons besoin de cohérence dans les politiques et discours publics pour éviter que la démocratie ne se bureaucratise. L'éducation d'aujourd'hui fait la société de demain.

#### **Suggestions**

Au cours de ces deux jours de discussions et de délibérations fructueuses, j'ai relevé de nombreuses idées intéressantes et j'aimerais en tirer un certain nombre de conclusions.

Nous devons, par l'éducation, amener nos enfants à sortir de leur zone de confort, et cela vaut pour les citoyens des pays d'accueil tout autant que pour les nouveaux arrivants, faute de quoi il sera facile aux chantres politiques de la xénophobie et du populisme de gagner du terrain. L'immigration peut être facteur d'enrichissement et avoir des répercussions positives pour la société, à condition que l'on fasse ce qu'il faut pour cela. Nous devons être prêts à répondre aux préoccupations de tous et à aider les jeunes élèves et étudiants à vivre dans un monde en constante évolution et complexe. L'éducation doit absolument les préparer à la complexité, car c'est la réalité qui caractérise nos sociétés.

Nous devons préserver l'autonomie de l'éducation et ses buts fondamentaux. Le Conseil de l'Europe en a défini quatre : la préparation au marché du travail, la préparation à la citoyenneté démocratique, le développement personnel, et le développement d'une base étendue de connaissances avancées. Nous devons prendre des mesures pour contrer la radicalisation, tout en préservant dans le même temps l'esprit de confiance entre les jeunes, entre les élèves et étudiants et leurs enseignants, ainsi qu'entre les institutions et la société civile au niveau local. Nos écoles et nos universités devraient être des espaces sûrs où peut se développer un dialogue sur des questions sensibles et controversées. J'invite le Conseil de l'Europe à approfondir ces thèmes par l'intermédiaire de son Comité directeur pour l'Éducation. Trois grands piliers devraient soutenir nos travaux : des pratiques d'enseignement de la démocratie, des environnements propices à l'apprentissage de la démocratie, et le fonctionnement démocratique des établissements scolaires.

Le rôle qui est dévolu aux enseignants est très exigeant. Sommes-nous en train de leur en demander trop ? Si nous leur en demandons davantage, nous devons en parallèle nous soucier en permanence de leur donner les moyens de travailler correctement et de renforcer leur confiance. Il est absolument essentiel de développer des outils spécifiques qui les aideront dans leur travail au quotidien. Le modèle des Compétences pour une culture démocratique est un excellent exemple qui pourrait être mis à profit à cet égard et qui a déjà reçu un accueil très positif. L'accent devrait porter avant toute chose sur le développement professionnel des enseignants, tant en formation initiale qu'en formation continue.

Une approche globale et multi-parties prenantes s'est avérée productive. L'engagement des parents, des ONG, et de la société civile tout entière peut donner des résultats plus durables. Nous devrions porter nos efforts sur les jeunes apprenants. L'éducation pré-primaire devrait

être organisée en fonction des besoins des enfants et dépasser le stade du simple accueil pour proposer une éducation de qualité adaptée à leur âge.

La situation actuelle, caractérisée par la forte augmentation des flux de migrants et de réfugiés, ne devrait pas être considérée comme un problème auquel il faille répondre par des mesures d'urgence. Au contraire, il faudrait y voir un problème structurel qui appelle des réponses à long terme. Certains pays, comme le Liban, sont déjà parvenus à mettre en place des solutions qui préservent à la fois la qualité de l'éducation et l'accès à l'éducation, l'éducation étant envisagée comme un bien public et une responsabilité publique.

Les réfugiés doivent pouvoir trouver dans les pays d'accueil un refuge et doivent pouvoir être aidés à s'adapter à une culture nouvelle et à un environnement nouveau. Notre conférence a abordé en particulier le rôle de la langue en tant que facteur d'aide à l'intégration, comme on le voit en Italie, ainsi que comme catalyseur d'une volonté de s'adapter. Il est aussi très important que les réfugiés puissent mettre à profit leurs qualifications. C'est là un point essentiel pour les réfugiés, mais aussi un élément important pour les sociétés d'accueil, autant que pour les pays d'origine si et quand ils sont en mesure d'y retourner. Nous avons pris bonne note du projet pilote sur un Passeport européen de qualifications pour les réfugiés, mis en œuvre actuellement par la Grèce et le Conseil de l'Europe avec la participation de spécialistes de la reconnaissance des qualifications originaires de quatre pays. Donner aux réfugiés la possibilité de voir leurs qualifications évaluées, même lorsqu'il manque des justificatifs, s'inscrit dans le droit fil de la Convention de la Lisbonne sur la reconnaissance des qualifications, dont nous fêtons aujourd'hui le 20<sup>e</sup> anniversaire.

Nous devons travailler ensemble à relever ces défis communs. Il est plus que jamais nécessaire de créer des synergies au niveau régional et international. Le Conseil de l'Europe peut jouer le rôle de point focal dans cette entreprise, par exemple en établissant une plateforme de partage des bonnes pratiques. La présidence chypriote est en train de devenir un point de départ pour l'établissement de ces synergies et partenariats. Nous souhaitons voir le Conseil de l'Europe progresser sur cette question dans ses travaux futurs. Chypre est prête à jouer un rôle moteur dans ce sens.